

Au cours des cinq premières années de la période que commente le Conseil économique du Canada, les nouveaux emplois créés chez nous, au nombre d'un million, correspondaient au nombre des nouveaux emplois créés dans sept pays européens—le Grande-Bretagne, la France, l'Allemagne de l'Ouest, l'Italie, la Belgique et deux autres pays dont le nom m'échappe en ce moment, de sorte que des progrès ont été accomplis en ce sens. Monsieur l'Orateur, je n'ai pas l'intention de m'attarder à de telles énumérations, mais je veux que la Chambre en prenne note. Notre pays doit relever un tel défi que nous ne pourrions nous en remettre aux mesures fiscales et monétaires employées ailleurs. Que signifie vraiment en Grande-Bretagne le recours aux politiques anti-inflationnistes en période d'inflation? Là, l'accroissement de la main-d'œuvre ne subit pas de pression ascendante. Le chômage ne s'y accroît pas comme au Canada. Que signifie ce recours en France? La même chose.

Que signifie-t-il au Canada? Il signifie que si nous utilisons les techniques classiques, élaborées depuis la grande crise, celles de Keynes, et les appliquons ici, devant cette pression que créent les nouvelles entrées au sein de la main-d'œuvre, le chômage est appelé à monter à des niveaux anormaux qu'aucun de nous ne voudrait tolérer. L'usage des moyens ordinaires a donc ses limites.

Qu'a fait le gouvernement pour résoudre ce problème canadien très unique? J'aimerais mentionner quelques-unes des mesures que nous avons adoptées. Le programme DREE est trop bien connu pour que je le reprenne en détail, mais il est le signe d'un effort déterminé en vue de trouver de nouvelles formules, de nouvelles méthodes pour assurer l'expansion économique des régions à croissance lente où il y a beaucoup de chômage. Certains d'entre nous prétendront qu'il n'a pas connu que des succès. Certains diront qu'il n'a pas fait beaucoup plus que d'empêcher un élargissement de l'écart. Mais nous savons tous, si nous voulons être honnêtes avec nous-mêmes, que si nous étudions ce problème dans une optique internationale, les pays riches s'éloignent toujours des pays non développés en dépit des paiements de transfert et des programmes de transfert et d'aide. Nous voyons que les régions plus avantagées s'éloignent toujours des régions défavorisées. Nous avons lancé un programme très important, en vue de corriger certaines des inégalités régionales et je crois qu'il faut reconnaître certains succès.

Quoi d'autre le gouvernement a-t-il fait? Il a lancé deux programmes d'essai en vue d'étudier l'aspect humain et l'aspect social du chômage au Canada. Ce sont le programme Perspectives-Jeunesse et le Programme d'initiatives locales, deux programmes innovateurs. Quelle est leur véritable signification dans ce contexte plus vaste? Ils signifient certainement que, si nous ne pouvons nous servir des instruments traditionnels sans causer, d'une part, un chômage induit et, d'autre part, une inflation excessive, nous avons dans cette période unique un système unique dont les effets seront limités et, dans un certain sens, nous devons dépasser le cadre de ce système en innovant.

Vu les deux programmes qui ont été couronnés de succès—et à en juger d'après les demandes que j'ai reçues en tant que ministre suppléant de la Main-d'œuvre et de l'Immigration me demandant: «S'il vous plaît, approuvez

[L'hon. M. O'Connell.]

d'autres projets», et d'après la triste réponse que je dois leur fournir que les fonds ont déjà été assignés—notre attitude est de dire aux gens: «Au lieu de vous offrir plus de programmes, dont nous reconnaissons les limitations, le gouvernement vous confiera des ressources.» Nous disons aux gens: «Regardez autour de vous. Voyez comment vous pouvez améliorer votre collectivité et vous employer ou trouver des projets qui assureront des emplois à ceux qui n'en ont pas.» Comme le savent tous les députés, l'accueil a été renversant et les gens ont donné de nouveaux signes de vie. Ils ont détecté les problèmes et les occasions dans leurs collectivités. Ils ont trouvé du travail aux gens. C'est le gouvernement qui, reconnaissant un problème d'emploi unique, a pris des mesures en vue de fournir des fonds aux gens de la collectivité qui avaient de l'initiative et qui étaient prêts à passer à l'action. Certains résultats ont été spectaculaires non seulement du point de vue de l'amélioration de la situation de la collectivité, mais aussi des chances offertes aux particuliers.

• (1620)

Des voix: Bravo!

L'hon. M. O'Connell: Monsieur l'Orateur, nous comptons que, dans le domaine privé et dans le domaine municipal, le programme d'initiatives locales créera des emplois temporaires pour 92,000 personnes. Le programme Perspectives-Jeunesse est de nouveau en vigueur pour l'été et assurera des emplois à quelque 30,000 étudiants. D'autres programmes d'été dans divers domaines, la milice notamment, des programmes du ministère de la Santé nationale et du Bien-être social et des programmes de voyages et d'échanges fourniront d'autres occasions d'emploi. Voilà autant d'innovations dans la recherche de la société juste. Vous pensez peut-être qu'on a abusé de cette expression, mais le concept est là, l'action aussi. J'en ai donné deux ou trois exemples.

Il y a au Canada des gens qui, travaillent cet hiver, et qui, peut-être, n'ont pas travaillé en cette saison depuis dix ans. Ce sont des habitants de localités isolées où, antérieurement, seuls le maître de poste et le marchand général travaillaient pendant l'hiver. Voilà comment le gouvernement actuel se préoccupe des chômeurs, des personnes saisonnièrement désavantagées. Nous leur disons: «Nous allons faire disparaître les injustices dont vous avez souffert pendant des années; nous allons vous fournir des ressources; nous allons nous fier à vous pour créer des projets tendant à améliorer la situation de votre localité.» Grâce à ce genre d'association, nous allons trouver des emplois et une nouvelle voie vers la société juste qui, aujourd'hui, comme toujours, est au cœur des préoccupations du gouvernement actuel.

Des voix: Bravo!

L'hon. M. O'Connell: Monsieur l'Orateur, il n'y a pas que les travailleurs saisonniers qui soient désavantagés au pays. J'ai parlé des initiatives spéciales que nous avons prises pour faire face au problème d'emploi des étudiants; environ un million d'entre eux se joignent à la population active chaque été. Nous avons prévu des mesures particulières pour nous en occuper et pour nous occuper de l'emploi saisonnier en hiver. Mais certaines personnes se trouvent désavantagées en permanence; ce sont les indigènes, les pauvres. De nouveaux programmes sont et seront mis en œuvre, je l'espère, durant la session en cours.